

TABLE DES MATIÈRES

1

Le concours des responsabilités contractuelle et extracontractuelle..... 7

Céline HÉLAS
assistante à l'UCLouvain

Introduction..... 8

Section 1

Intérêt pratique de la question..... 9

Section 2

Un préliminaire : la présence d'une responsabilité contractuelle. 13

A. **Un contrat valide et en vigueur au moment du fait dommageable**..... 15

B. **Une inexécution contractuelle imputable au débiteur causant un dommage**..... 17

C. **La victime est une partie contractante**..... 18

Section 3

Les conditions du concours de responsabilités en cas de faute personnelle du débiteur..... 19

A. **Évolution de la jurisprudence**..... 20

1. Période antérieure à l'arrêt du 7 décembre 1973..... 21

2. Période comprise entre les arrêts du 7 décembre 1973 et du 29 septembre 2006.... 22

3. Période postérieure à l'arrêt du 29 septembre 2006..... 25

B. **Examen des conditions relatives à la faute et au dommage**..... 30

1. La faute..... 30

2. Le dommage..... 32

C. **Cas particulier : la faute contractuelle constitutive d'infraction pénale**..... 34

D. **Solution proposée par le projet de réforme de la responsabilité civile**..... 37

Section 4

L'action dirigée contre l'agent d'exécution du cocontractant..... 39

A. **Notion d'agent d'exécution**..... 40

B. Quasi-immunité de l'agent d'exécution	43
C. Solution proposée par les projets de réforme de la responsabilité civile et du droit des obligations	47
Section 5	
Le concours entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité extracontractuelle du gardien d'une chose viciée	49
A. Réflexions générales	49
B. Cas d'application particulier : le champ affecté d'un vice	52
Conclusion	54

2

La tierce complicité

Denis PHILIPPE

professeur extraordinaire à l'UCLouvain, professeur visiteur à l'Université de Paris Ouest,
avocat aux barreaux de Bruxelles et Luxembourg

Introduction

Section 1

L'évolution jurisprudentielle qui a conduit à l'établissement des conditions de la tierce complicité

- | | |
|--|----|
| A. L'arrêt du 24 novembre 1932 et la théorie de la « fraude qualifiée » | 61 |
| B. La période comprise entre 1932 et 1960 et l'émergence de la théorie de la « simple connaissance » | 62 |
| C. Les arrêts des 17 juin 1960, 3 novembre 1961 et 9 novembre 1973, et la consécration de la théorie de la « fraude simple » | 64 |
| D. L'arrêt du 22 avril 1983 et la consolidation des acquis jurisprudentiels..... | 65 |

Section 2

Les conditions d'application de la tierce complicité

- | | |
|---|----|
| A. La violation d'une obligation contractuelle existante | 67 |
| B. L'existence du contrat et celle de l'obligation violée devaient être connues du tiers..... | 69 |
| C. La participation consciente de ce tiers à la violation contractuelle du débiteur..... | 72 |
| D. L'existence d'un préjudice et d'un lien de causalité | 74 |

Section 3	
Les applications de la tierce complicité	74
A. Débauchage et clause de non-concurrence.....	75
B. Clause d'exclusivité.....	75
C. Droit de préférence.....	77
D. Revente de véhicules : clause de réserve de propriété/privilege du vendeur impayé. Concours entre une société de <i>factoring</i> et une banque.....	80
E. Fraude paulienne.....	82
F. Tierce complicité et arbitrage.....	83
Section 4	
Les sanctions de la tierce complicité	84
Conclusion	86

3

La coexistence des responsabilités : état des lieux	87
--	----

Thomas MALENGREAU

avocat au barreau de Bruxelles, collaborateur scientifique à l'UCLouvain

Introduction	88
Section 1	
La coexistence « passive »	89
A. Les conditions de l'action extracontractuelle du tiers victime contre le débiteur défaillant.....	89
1. L'exigence d'une faute « mixte ».....	89
2. La nature du dommage subi.....	111
B. Quelques questions particulières.....	112
Section 2	
La coexistence « active » : la quasi-immunité des agents d'exécution	117
A. Considérations liminaires.....	117
B. Les conditions de l'action extracontractuelle du créancier insatisfait contre l'agent d'exécution.....	120
C. Quelques hypothèses particulières.....	123
Conclusion	126

4

La réparation en nature dans les deux ordres de la responsabilité civile 129

Dr Sébastien DE REY

affilié au Centre pour la méthodologie juridique de la KU Leuven, chercheur postdoctoral
au Centre de droit chinois et de droit comparé de la City University de Hong Kong

Introduction 130

Section 1

Définition des termes 133

A. Les mesures de rétablissement 134

B. Les mesures de réparation 138

Section 2

Fondement légal 143

A. Responsabilité extracontractuelle 144

B. Responsabilité contractuelle 149

C. Le texte du nouveau Code civil : projets de réforme 163

Section 3

Régime juridique 164

A. Conditions de fond 165

B. Hiérarchie des remèdes 168

1. La hiérarchie de la réparation en nature face aux mesures de rétablissement 168

2. La hiérarchie de la réparation en nature face aux dommages et intérêts 169

C. L'exigence d'une équivalence quantitative et qualitative 188

Section 4

Acteurs de la réparation en nature 193

A. La réparation en nature par le débiteur 193

B. La réparation en nature par le créancier ou un tiers 194

1. Principe : le remplacement du débiteur à titre de réparation 194

2. Fondement légal 195

3. Régime juridique 198

C. La réparation en nature par le juge 202

1. Le jugement déclaratoire et la publication du jugement 202

2. L'inopposabilité et la nullité? 205

3. Le jugement valant acte.....	209
Conclusion	211

5

Le concours des responsabilités contractuelle et extracontractuelle : l'enjeu au regard de la mesure du préjudice contractuel	213
--	-----

Dr Brecht VERKEMPINCK

chargé de cours invité à l'UCLouvain, juriste linguiste au Parlement européen

Section 1

Le concours de responsabilités	214
A. Les conditions	214
B. Les enjeux	215

Section 2

La responsabilité contractuelle	216
A. Cadre législatif	216
B. Principe de la réparation intégrale	217

Section 3

La mesure du dommage contractuel	219
A. L'hypothèse différentielle	219
1. Description.....	219
2. Précision de la situation hypothétique.....	219
3. Primauté de l'intérêt positif.....	221
4. Subsidiarité de l'intérêt négatif.....	223
B. Limites au principe de la réparation intégrale	228
1. L'imprévisibilité du dommage.....	229
2. Le caractère indirect du dommage.....	235
3. L'immatérialité du dommage.....	236
4. Les frais liés à la limitation de son dommage.....	238

Conclusion	240
-------------------------	-----